



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 10 au 16 avril 2020

Le 17 avril 2020

## Résumé

**Bangladesh** : Le FMI anticipe, dans ses perspectives économiques présentées le 14 avril, une croissance en forte baisse au Bangladesh en 2020, suivi d'un rebond en 2021. La Banque mondiale présente aussi ses projections et réorganise son aide au Bangladesh. Energies renouvelables – Le programme de toits solaires se met en place.

**Bhoutan** : La Banque mondiale a abaissé de manière significative sa prévision de croissance.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : La Banque mondiale indique que la croissance économique indienne pourrait osciller entre 1,5 % et 4 % au cours de l'actuel exercice budgétaire (1<sup>er</sup> avril 2020 – 31 mars 2021). De son côté, le FMI a réduit sa prévision de croissance du PIB de l'Inde à 1,9% pour 2020-21. Le déficit des échanges de biens s'est fortement réduit en mars. Baisse de l'excédent de la balance des services en février. L'indice des prix à la consommation décélère en mars. L'indice des prix de gros a également connu une baisse sur le mois de mars.

*Finances publiques* : Selon l'agence Fitch Ratings, le ratio de la dette au PIB de l'Inde pourrait passer de 70% à 76%.

*Politique monétaire et financière* : La Banque centrale (RBI) a annoncé de nouvelles mesures de soutien à l'économie. La RBI a publié son rapport semestriel sur la politique monétaire en avance de phase par rapport aux années antérieures.

**Maldives** : Don de 3 M € de l'Union Européenne pour les secteurs du tourisme et de la santé.

**Népal** : La Banque mondiale procède à une forte révision à la baisse de ses prévisions de croissance pour le Népal.

**Pakistan** : Le gouvernement a prolongé les mesures de confinement pour deux semaines supplémentaires (jusqu'au 30 avril). Selon le Fonds monétaire international (FMI), le Pakistan pourrait entrer en récession pour la première fois depuis 1950, avec une contraction du PIB de -1,5% sur l'exercice budgétaire 2019/20. La Banque asiatique de développement (BAsD) a réaffecté 50 M USD d'aide afin de soutenir directement les efforts du gouvernement pakistanais en matière de lutte contre la pandémie. La Banque centrale (SBP) a mis en place un plan de refinancement temporaire pour inciter les entreprises à ne pas licencier leurs travailleurs pendant la pandémie. La situation du secteur de l'automobile continue de se détériorer avec une chute de 47 % des ventes de voitures sur les neuf premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – mars 2020). Selon la Banque centrale, les transferts



de travailleurs expatriés ont augmenté de 9,3 % à 1,9 Mds USD en mars 2020 en glissement annuel. Les dépôts auprès des banques commerciales ont augmenté de manière significative en un an. Le gouvernement pakistanais envisage de demander un allègement d'environ 14 Mds USD de sa dette extérieure à ses créanciers internationaux.

**Sri Lanka** : Mesures de soutiens aux établissements financiers non-bancaires. Baisse à 10% du taux bancaire par la Banque centrale (CBSL). Restrictions sur les sorties de devises pour les résidents sri-lankais. Création de comptes de dépôt bancaires spéciaux rémunérés, accessibles aux Sri-lankais et aux étrangers. Don de 22 M € de l'UE pour les secteurs de la santé, de l'agriculture et du tourisme.

## BANGLADESH

- **Le FMI anticipe**, dans ses perspectives économiques présentées le 14 avril, **une croissance en forte baisse au Bangladesh en 2020, suivi d'un rebond en 2021**. Malgré la pandémie du Covid-19, le Bangladesh devrait être l'un des rares pays de la zone à poursuivre sa croissance cette année. Celle-ci est révisée, à +2%, contre une prévision antérieure de 7% ; le FMI anticipe un rattrapage sur l'exercice budgétaire 2020/2021 qui débutera le 1er juillet prochain, avec une projection de +9,5%. Le taux d'inflation devrait rester stable (+5,5% en 2020 et +5,6% en 2021) et la balance des transactions courantes afficher un déficit équivalent à 2,2 points de PIB cette année, ramené à -0,8% en 2021. Le ministre des Finances Mustafa KAMAL présentera le prochain budget le 10 juin ; l'exercice en cours devrait voir le déficit se creuser à 6 points de PIB, avec une inflation contenue à 5,5%, mais une croissance fortement révisée par rapport aux projections (+8,2%).
- **La Banque mondiale présente aussi ses projections et réorganise son aide au Bangladesh**. L'Institution de Washington a revu fortement à la baisse la croissance économique du pays, dans une fourchette de 2-3% en 2020, et un plafond de 3% pour 2021. Pour accompagner les efforts du gouvernement et préparer la relance, la Banque mondiale est prête à réaffecter quelques 6 Mds USD de financements sur l'enveloppe déjà attribuée de 12 Mds USD (couvrant 46 projets dont les décaissements sont très insuffisants). Une première tranche de soutien budgétaire de 300 M USD devrait être décaissée prochainement.
- **Energies renouvelables – Le programme de toits solaires se met en place**. Un projet est porté depuis 2014 par le gouvernement pour installer des panneaux sur les toits des bâtiments résidentiels et commerciaux. La capacité totale initiale était estimée à 46,87 MW, elle est aujourd'hui réévaluée à 635 MW. En juillet 2019, la compagnie nationale de chemins de fer *Bangladesh Railways* (BR) a annoncé le lancement d'un programme de couverture de ses bâtiments publics visant une capacité initiale de 100 MW (dont 45 MW sur les gares principales), avec l'appui de partenaires privés soutenus par *Infrastructure Development Company Limited* (IDCOL, institution financière non bancaire publique). Un projet pilote est en cours sur les gares du tronçon Gopalganj-Kashiani. Un projet similaire a été lancé pour optimiser le potentiel solaire des toits des bâtiments de l'enseignement public (175.000 bâtiments seraient à terme concernés).



Selon le schéma directeur du gouvernement (*Power System Master Plan - PSMP*), le Bangladesh peut produire jusqu'à 635 MW à partir des toits solaires, pour 860 GWh, générant une réduction de 576.200 tonnes d'émissions de Co<sup>2</sup>. La SREDA (*Sustainable and Renewable Energy Development Authority*) a porté en septembre 2019 à 300 MW d'ici 4 ans l'objectif de génération via les toits solaires.

En mars 2020, l'opérateur public IDCOL annonçait avoir approuvé le financement pour 1,62 Mds TK (17,5 M€) de 25 projets industriels de toits solaires dont 4 sont opérationnels, pour une capacité globale de 29,62 MW. Ces dispositifs sont avantageux à plus d'un titre : leur faible prix de revient (8 TK le Kwh), leur contribution à l'environnement (la réduction des émissions de gaz à effet de serre GHG, dont le secteur textile est le 1<sup>er</sup> émetteur avec 38%), la réduction de la facture énergétique –et de la consommation d'énergie fossile, et la création d'emplois induite.

## BHOUTAN

- **La Banque mondiale a abaissé de manière significative sa prévision de croissance.** La Banque mondiale estime que la croissance du PIB réel du Bhoutan au cours de l'exercice 2020 va décélérer de l'ordre de 2,2 à 2,9 % selon la durée de la pandémie. Avant la pandémie, la prévision de croissance du pays pour l'année était de 6,5 % La Banque mondiale affirme que la pandémie aura des effets négatifs sur les secteurs de l'agriculture, de la construction et des exportations en raison de perturbations du côté de la demande mondiale, et notamment du principal partenaire économique, l'Inde.

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La Banque mondiale indique**, dans son dernier rapport sur la zone (*South Asia Economic Focus Spring 2020*) **que la croissance économique indienne pourrait osciller entre 1,5 % et 4 %** (contre 6,3 % prévus dans le rapport d'octobre 2019) **au cours de l'actuel exercice budgétaire** (1<sup>er</sup> avril 2020 – 31 mars 2021). Le résultat sera fonction de la sévérité de la pandémie et de la durée du confinement. Si le scénario d'une contagion domestique à grande échelle peut être évité, que les premières mesures arrêtées s'avèrent payantes et que les restrictions à la mobilité des biens et des personnes peuvent être levées assez rapidement, alors une croissance du PIB d'environ 4 % pourrait se réaliser au cours de cet exercice. Dans le cas contraire, l'expansion pourrait retomber vers les 1,5 %, avec un sérieux dérapage en parallèle des finances publiques (à 9 % du PIB en raison d'une chute des revenus liée à la moindre expansion économique et la hausse des dépenses pour financer les mesures prises pour lutter contre la pandémie). Le scénario de base est à ce stade une croissance de 2,8% en raison des perturbations de l'offre comme de la demande intérieure et de la faiblesse de la demande extérieure. C'est le secteur des services qui subirait l'impact le plus fort. La croissance pourrait rebondir à 5 % au cours de l'exercice budgétaire 2021-2022.
- **De son côté, le FMI a réduit sa prévision de croissance du PIB de l'Inde à 1,9% pour 2020-21.** Le FMI a ainsi revu à la baisse ses prévisions de croissance de quatre points de pourcentage pour l'exercice 2020-21, par rapport aux prévisions publiées en janvier.



- **Le déficit des échanges de biens s'est fortement réduit en mars.** Il est ressorti à 9,8 Mds USD sur le mois contre 11 Mds USD en mars 2019, selon les chiffres préliminaires publiés par le ministère du Commerce et de l'Industrie. Il apparaît en outre en-deçà de sa moyenne mensuelle sur l'exercice budgétaire alors que la modération du déficit commercial apparaît ainsi plus marquée que celle attendue par les observateurs.

**Les exportations de biens ont connu leur plus forte contraction depuis la libéralisation économique du début des années 1990, avec une chute de 35 % en mars pour atteindre 21 Mds USD.** 29 de ses composantes sur 30 sont orientées à la baisse, à l'exception du minerai de fer.

**Les importations de marchandises chutent, dans le même temps, de 29%, à 31 Mds USD.** En raison du fort repli du cours des hydrocarbures pour le mois sous-revu, les importations de pétrole ont aussi, logiquement, fortement baissé.

- **Baisse de l'excédent de la balance des services en février.** Il a ainsi atteint 6,7 Mds USD sur le mois contre 7 Mds USD en janvier 2020 selon la RBI. Les échanges de services se sont élevés à 29 Mds USD en février 2020, soit une contraction de 2 Mds USD par rapport au mois de janvier. Les ventes à l'export de services ont notamment atteint 17,7 Mds USD, en baisse de 1,2 Md USD en rythme mensuel, contre des imports à 11 Mds USD.
- **L'indice des prix à la consommation décélère en mars.** Les prix de détail ont progressé de 5,9 % sur le mois après une hausse de 6,6 % en février, selon les données publiées par le Bureau des statistiques. L'inflation apparaît ainsi orientée à la baisse et marque un son plus bas niveau sur quatre mois. Cette modération, après trois mois consécutifs d'accélération, devrait se poursuivre au cours des prochains mois selon la RBI. La hausse des prix à la consommation apparaît enfin de nouveau dans la bande de fluctuation fixée par la RBI (+4 %, +- 2 points).
- **L'indice des prix de gros a également connu une baisse sur le mois de mars.** Les prix ont progressé de 1 %, après un essor de 2,3 % en février, selon les chiffres du ministère du Commerce et de l'Industrie. Ils ont ainsi crû au rythme le plus faible enregistré sur quatre mois. Une modération imputable notamment à l'évolution des prix des biens alimentaires, qui chutent à 4,9 % en mars, contre une progression de 7,8 % un mois plus tôt. Les chiffres du ministère du Commerce soulignent aussi de potentielles révisions en lien à la situation de confinement du pays et son impact sur la collecte de données.

#### FINANCES PUBLIQUES

- **Selon l'agence Fitch Ratings, le ratio de la dette au PIB de l'Inde pourrait passer de 70% à 76%.** Pour *Fitch Ratings*, le gouvernement indien dispose de moins de marge de manœuvre budgétaire pour soutenir l'économie que beaucoup de ses pairs et le profil de crédit du pays devrait se détériorer en parallèle avec le ratio dette/PIB. Pour rappel, Fitch anticipe une croissance de 2% pour l'exercice prochain, soit un étiage de 30 ans.

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **La Banque centrale (RBI) a annoncé de nouvelles mesures de soutien à l'économie.** En premier lieu, elle a réduit le taux de mise en pension de 25 points de base, à 3,75%, pour tenter



de réduire les dépôts des banques et stimuler ainsi une meilleure allocation des ressources. La RBI a également annoncé une nouvelle opération de financement à long terme (TLTRO), à hauteur de 500 Mds INR (6 Mds EUR) qui vise les sociétés financières non-bancaire ainsi que les institutions de microfinance. La RBI a, de plus, acté une réduction de l'exigence de couverture de liquidité des banques (LCR), qui a été ramenée à 80 % par rapport à 100 % initialement. La Banque centrale a, enfin, annoncé un arrêt de la classification des actifs jusqu'au 31 mai 2020, soit un moratoire de facto sur la classification des actifs non performants.

- **La RBI a publié son rapport semestriel sur la politique monétaire en avance de phase par rapport aux années antérieures.** La raison en est la tenue d'un comité de politique monétaire dès le 27 mars 2020 au lieu du 3 avril. Des trois points particulièrement attendus de ce document, le premier a déçu puisque la RBI n'a publié aucune prévision de croissance pour l'exercice budgétaire 2020 (1<sup>er</sup> avril 2020 – 31 mars 2021). Elle se contente de souligner que l'évaluation des perspectives dépendrait beaucoup de la façon dont l'Inde et le reste du monde sortiraient du confinement lié au Covid-19. Sur l'inflation, supérieure à la cible fixée, la RBI pointe la hausse sans précédent des prix de l'oignon (anomalie désormais corrigée) et retient une moyenne de 3,6 % pour l'exercice budgétaire en cours. Elle souligne toutefois que cette perspective dépendra surtout de la manière dont l'offre sera gérée, dans la mesure où un confinement strict (et de longue durée) se traduirait par des pénuries en chaîne qui ne pourraient être éliminées que progressivement. Enfin, sur le dernier point lié à la transmission des décisions de politique monétaire et l'injection de liquidités, la RBI met en avant une injection de l'équivalent de plus de 2 points de PIB lors du second semestre de l'exercice budgétaire qui s'est achevé le 31 mars 2020. Si la transmission de la baisse des taux ne se fait à un rythme aussi rapide que celui espéré, « une meilleure transmission des impulsions de politique monétaire au marché du crédit restera une priorité pour le futur.

## MALDIVES

- **Don de 3 M € de l'Union Européenne pour les secteurs du tourisme et de la santé.** Sur cette enveloppe, 1 M € est prévu pour soutenir la modernisation du système de santé local. Les deux autres millions € sont destinés à l'industrie du tourisme, notamment pour un soutien aux opérateurs touristiques et à leurs employés. Le tourisme joue un rôle prépondérant au sein de l'économie maldivienne. Celui-ci compte en effet, directement et indirectement, pour 66% du PIB selon la Banque mondiale. Au plan sanitaire, la pandémie du COVID-19 reste sous contrôle, avec seulement 23 cas -et aucun décès- recensés à ce jour.

## NEPAL

- **La Banque mondiale procède à une forte révision à la baisse de ses prévisions de croissance pour le Népal.** Elle se replierait entre 1,5 et 2,8% en 2019/20 (juillet 2019 – juin 2020) estime la Banque mondiale, procédant ainsi à une révision à la baisse de plus de 3 points de pourcentage par rapport à la prévision précédente. La croissance devrait de plus demeurer atone, avec un essor attendu similaire pour l'exercice suivant (1,4 – 2,0%) alors qu'il avait atteint 7,1% en 2018/19.

Selon la banque, l'arrêt des activités suite aux mesures de confinement devraient fortement peser sur l'activité économique, alors que les transferts de migrants devraient également connaître une nette baisse dans un contexte de chute du prix des hydrocarbures (prédominance des migrants népalais au sein des pays du Golfe dont le cycle économique est fortement corrélé aux





cours du pétrole). La banque souligne un ralentissement susceptible de porter préjudice aux efforts du pays quant à la réduction de la pauvreté et fragiliser in fine l'ensemble des ménages.

## PAKISTAN

- **Le gouvernement a prolongé les mesures de confinement pour deux semaines supplémentaires (jusqu'au 30 avril).** Au 16 avril, 6 919 cas de COVID-19 ont été recensés (+414 sur les dernières 24h) dont 128 décès. Le Premier ministre Imran Khan a cependant autorisé certaines industries à rouvrir, à savoir : les industries de construction, les raffineries, les usines chimiques, les industries électroniques, les entreprises de développement et de programmation de logiciels, les usines de production de papier et d'emballage, les pépinières, les usines d'engrais, les industries extractrices de minéraux, les services de blanchisserie, les usines de fabrication de machines et équipements agricoles, les usines de fabrication de verre, les services vétérinaires, les papeterie et libraires et toutes les industries exportatrices. Le gouvernement de la province du Sind a d'ores et déjà exprimé des réserves quant à l'assouplissement des restrictions, considérant qu'un confinement total était nécessaire pour contenir la propagation du virus et que des mesures plus strictes continueront d'être prises pour la population et les entreprises de la province.
- **Selon le Fonds monétaire international (FMI), le Pakistan pourrait entrer en récession pour la première fois depuis 1950, avec une contraction du PIB de -1,5% sur l'exercice budgétaire 2019/20.** La chute des prix du pétrole sur le marché international devrait toutefois permettre au Pakistan de contenir la hausse des prix à court et moyen terme (10,2 % en mars en glissement annuel). Les prévisions d'inflation du FMI ont ainsi été revues à la baisse autour de 11,3 % sur l'exercice en cours et de 8 % en 2020/21 en moyenne annuelle. En revanche, la dette publique devrait augmenter pour atteindre 85,4 % du PIB à fin juin 2020. Le déficit budgétaire devrait également se creuser à 9,2 % du PIB à la fin de l'exercice en cours en raison de l'impact du COVID-19 (23,9 Mds USD, soit un montant supérieur de 4,8 Mds USD par rapport aux estimations précédentes).
- **La Banque asiatique de développement (BAsD) a réaffecté 50 M USD d'aide afin de soutenir directement les efforts du gouvernement pakistanais en matière de lutte contre la pandémie.** Ces fonds permettront d'acheter du matériel médical et des fournitures pour renforcer les hôpitaux, les laboratoires, les unités d'isolement et d'autres installations médicales pour les groupes les plus vulnérables. Ils viennent compléter le financement déjà approuvé le 2 avril par la Banque mondiale de 200 M USD. Outre ces 50 M USD, la BAsD reste mobilisée pour l'assistance technique comme la dispense de formations à au moins 5 000 médecins, infirmières et personnel technique travaillant en première ligne dans les établissements de soins intensifs. Pour information, la BAsD avait déjà approuvé le mois dernier un financement de 2,5 M USD pour aider le Pakistan à acheter des fournitures médicales d'urgence, des équipements de protection individuelle et d'autres équipements. Il s'agissait de 2 M USD provenant du Fonds de réponse aux catastrophes de la région Asie-Pacifique de la BAsD et de 500 000 dollars pour l'achat de fournitures par l'intermédiaire de l'Unicef.
- **La Banque centrale (SBP) a mis en place un plan de refinancement temporaire pour inciter les entreprises à ne pas licencier leurs travailleurs pendant la pandémie.** Ce régime de refinancement, accessible à toutes les entreprises par le biais des banques commerciales, devrait alléger les contraintes de trésorerie des employeurs et vise à éviter les licenciements face aux défis économiques actuels. Les emprunteurs qui bénéficient de cette facilité s'engagent à ne



pas licencier leurs salariés au cours des trois prochains mois (avril à juin 2020). Selon la SBP, ce programme couvrira tous les employés, contractuels et travailleurs journaliers. Les entreprises avec des dépenses salariales allant jusqu'à 1,2 M USD maximum sur trois mois pourront se prévaloir de 100 % du total de leurs dépenses en financement, à comparer à 75 % et 50 % respectivement pour les entreprises dont les dépenses salariales se situent entre 1,2 M USD et 3 M USD et celles dont les dépenses salariales dépassent 3 M USD.

- **La situation du secteur de l'automobile continue de se détériorer avec une chute de 47 % des ventes de voitures sur les neuf premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – mars 2020).** Selon les données de la *Pakistan Automotive Manufacturers Association* (PAMA), 97 664 véhicules automobiles ont été vendus sur les neuf premiers mois de l'exercice en cours contre 185 023 sur la même période de l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par la chute des commandes mondiales et la fermeture des usines de production sur le territoire pakistanais. Mars a d'ailleurs enregistré les plus faibles ventes depuis 12 ans (décembre 2008).

Les ventes des trois principaux acteurs du marché témoignent de cette conjoncture à la baisse pour la période sous-revue (9 premiers mois de l'exercice en cours): (i) *Honda Atlas Cars* affiche une baisse de ses ventes de 61 % à 14 061 unités (-27 % en mars en glissement mensuel) ; (ii) *Indus Motor Company* a enregistré une baisse de ses ventes de 49 % à 25 300 unités (-43 % en mars en g.m.) ; enfin (iii) *Pak Suzuki Motor Company* voit ses ventes chuter de 41 % à 58 303 unités (-50 % en mars en g.m.).

- **Selon la Banque centrale, les transferts de travailleurs expatriés ont augmenté de 9,3 % à 1,9 Mds USD en mars 2020 en glissement annuel.** Au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – mars 2020), les transferts de migrants ont enregistré une augmentation de 6 % par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice précédent pour s'établir à 17 Mds USD fin mars. En glissement mensuel, les transferts de migrants ont également augmenté de 3,8 % en mars par rapport au mois de février. La Banque centrale a annoncé que le montant des transferts de la diaspora reçus au cours des 10 premiers jours du mois d'avril était faible mais qu'une hausse était attendue au cours de la seconde moitié du mois en raison de la période du Ramadan. Selon *Topline Research* les transferts de migrants devrait atteindre 20,5 Mds USD à la fin de l'exercice 2020 (contre une estimation antérieure de 23,1 Mds USD)
- **Les dépôts auprès des banques commerciales ont augmenté de manière significative en un an.** Les dépôts bancaires ont grimpé de près de 12,5 % entre mars 2019 et mars 2020 et atteint le niveau record de 15 120 Mds PKR (90,8 Mds USD) en mars 2020. Pour information, les dépôts s'établissaient à 13 450 Mds PKR en mars 2019 et à 12 570 Mds PKR en mars 2018. Les banques commerciales enregistrent toutefois un nombre de retraits important depuis la seconde moitié du mois de mars en raison des incertitudes sur la durée de la pandémie dans le pays.
- **Le gouvernement pakistanais envisage de demander un allègement d'environ 14 Mds USD de sa dette extérieure à ses créanciers internationaux.** Au cours des trois prochains exercices budgétaires (de juillet 2020 à juin 2023), le Pakistan est tenu de verser 27,8 Mds USD de paiements à ses créanciers internationaux (9,8 Mds USD au cours de l'exercice 2020/21, 8,8 Mds USD en 2021/22 et 8,3 Mds USD en 2022/23). Le montant total de 27,8 Mds USD comprend 23 Mds USD pour le remboursement du capital et 4,8 Mds au titre des paiements d'intérêts. Sur le total de 27,8 Mds USD, environ 19 Mds USD seront versés aux quatre principaux créanciers du Pakistan à savoir le FMI, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BASD) et la Chine. Le Premier ministre Imran Khan a ainsi lancé un appel aux



dirigeants mondiaux, aux principales institutions financières et au Secrétaire général des Nations Unies en faveur d'une « initiative mondiale sur l'allégement de la dette » des pays en développement affectés dans le cadre de la crise actuelle.

## SRI LANKA

- **Don de 22 M € de l'UE pour les secteurs de la santé, de l'agriculture et du tourisme.** Ce don est accordé en urgence pour renforcer la résilience du pays face à la crise engendrée par la pandémie de COVID-19. Pour accélérer les procédures de déboursement, les fonds seront prélevés sur des programmes déjà validés. 2 M € seront destinés au secteur de la santé, permettant le renforcement de réseaux de laboratoires ainsi que la fourniture d'équipements médicaux par l'intermédiaire de l'OMS. 16,5 M € seront affectés au secteur agricole, via une assistance à des PME et travailleurs du secteur dans les provinces du Centre et d'Uva. Le secteur touristique se verra accorder 3,5 M € pour venir en soutien à des petits opérateurs et leurs employés. L'épidémie reste sous contrôle à Sri Lanka : 238 cas recensés à ce jour (pour 7 décès).
- **Création de comptes de dépôt bancaires spéciaux rémunérés, accessibles aux Sri-lankais et aux étrangers.** Les dépôts recueillis sur ces comptes bancaires spécifiques (*Special Deposit Account* ou SDA), dont l'ouverture vient d'être autorisée par le gouvernement, sont destinés à financer l'économie locale, durement affectée par la crise liée à la pandémie de COVID-19, et visent à attirer des devises de l'étranger. Le SDA, qui peut être ouvert auprès de n'importe quelle banque locale, offre un taux d'intérêt sur les dépôts plus élevé que ceux habituellement applicables (1 point de pourcentage supplémentaire par an pour un placement de 6 mois, 2 points de plus pour un placement de 12 mois). Le dépôt doit être d'une période minimale de 6 mois. Le SDA peut être alimenté en roupie sri-lankaise ou en quatorze devises, dont le dollar américain et l'euro. Seuls les fonds déposés à partir du 8 avril 2020 sont concernés par ce mécanisme. Les dépôts sur SDA bénéficient d'un régime juridique spécifique privilégié, sont librement convertibles et peuvent être transférés à l'étranger à leur maturité. Le SDA peut être ouvert par des personnes physiques et morales, sri-lankaises ou étrangères.
- **Restrictions sur les sorties de devises pour les résidents sri-lankais.** Depuis le 2 avril 2020 et pour une période de 3 mois, le ministère des Finances a imposé plusieurs mesures dans ce sens. Les résidents sri-lankais ne peuvent plus effectuer d'investissements à l'étranger depuis leur *Outward Investment Account*, à l'exception des investissements financés par un prêt étranger obtenu à partir d'une personne qui réside hors de Sri Lanka ou ceux répondant à une obligation légale d'un pays étranger. Les transferts financiers vers l'extérieur effectués depuis un *Business Foreign Currency Account (BFCA)* ou un *Personal Foreign Currency Account (PFCA)* détenu par une personne résidant à Sri Lanka sont également suspendus, sauf dans le cas de transactions pour l'échange d'un service ou d'une marchandise. Les montants de transfert financier depuis Sri Lanka autorisés aux émigrés sri lankais sont également limités (maximum 30 000 USD en cas de première autorisation).
- **Baisse à 10% du taux bancaire par la Banque centrale (CBSL).** Le 15 avril, la CBSL a décidé de mettre en place un ajustement automatique du taux bancaire (*Bank Rate*) par rapport au taux de facilité de prêt (SLFR) avec une marge de +300 points de base. Par conséquent, à compter du 16 avril, le taux bancaire baisse de 500 points de base à 10%, contre 15% précédemment. Le SLFR reste fixé à 7%. Le taux bancaire est le taux utilisé par la CBSL sur les avances que celle-ci octroie aux banques commerciales. Ces avances permettent aux banques commerciales de disposer de liquidités provisoires.





- Mesures de soutiens aux établissements financiers non-bancaires.** La Banque centrale a pris plusieurs mesures pour soutenir les compagnies spécialisées dans le financement - *Licensed Finance Companies* (LFCs) et *Specialised Leasing Companies* (SLCs) – afin de mieux répondre aux besoins des entreprises et entrepreneurs affectés par la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 : (1) réduction des minima requis en liquidités pour les dépôts et prêts ; (2) report d'un an de la date limite pour se conformer aux exigences réglementaires en termes de fonds propres de base ; (3) report d'un an de l'échéance concernant la consolidation des exigences minimales d'adéquation des fonds propres (*capital adequacy requirements*) ; (4) assouplissement des délais pour l'envoi des déclarations obligatoires et (5) accès facilité à des liquidités sous certaines conditions.

#### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 17/04/2020